



Dissonância

revista de teoria crítica

ISSN: 2594-5025

Instituto de Filosofia e Ciências Humanas

Universidade Estadual de Campinas

www.ifch.unicamp.br/ojs/index.php/teoriacritica

Título	Sur la réception de Walter Benjamin au Brésil
Autor/a	Jeanne Marie Gagnebin
Fonte	<i>Dissonância: Revista de Teoria Crítica</i> , v. 5, Campinas, 2021
Link	https://www.ifch.unicamp.br/ojs/index.php/teoriacritica/workflow/index/4543

Formato de citação sugerido:

GAGNEBIN, Jeanne Marie. “Sur la réception de Walter Benjamin au Brésil”. *Dissonância: Revista de Teoria Crítica*, v. 5, Campinas, 2021, p. 31-54

SUR LA RÉCEPTION DE WALTER BENJAMIN AU BRÉSIL

Jeanne Marie Gagnebin*

À Marc Berdet et Ilana Feldman.

Il y a quelques années, des collègues allemands me demandèrent un article sur la réception de Walter Benjamin au Brésil.¹ Pour ce numéro de la revue *Dissonância* j'ai également repris un article sur la conception de l'historiographie chez Ricoeur et chez Benjamin, publié en 2013.² Plusieurs de ces notes furent donc écrites avant 2016, donc avant l'impeachment de Dilma Rousseff, de la soudaine notoriété d'un obscur député qui dédia son vote au tortionnaire de la présidente, durant la dictature militaire, lors de la session qui décida de sa chute – de l'élection à la présidence du pays de ce député, de la pandémie

* Professeur à l'Université catholique de São Paulo (PUC São Paulo) et à l'Université d'État de Campinas (Unicamp).

1 Cet article a paru sous le titre « Gewalt und Eingedenken. Zur Benjamin-Rezeption in Brasilien » dans le volume collectif *Walter Benjamin. Politisches Denken*, organisation et édition de Christine Blättler et Christian Voller, Nomos Verlag, Baden-Baden, 2016.

2 « Enterrer les morts. La tâche de l'historien selon Paul Ricoeur et Walter Benjamin », dans l'ouvrage dirigé par François Dosse et Catherine Goldenstein, *Paul Ricoeur : penser la mémoire*. Seuil, 2013.

due à un virus issu certainement d'un animal que notre civilisation avait fait fuir de son habitat naturel, du génocide en cours contre les populations autochtones d'Amazonie et les populations noires des favelas. On dirait un siècle. Et Benjamin semble toujours plus présent.

I - Survol historique.

Selon le grand critique Sérgio Paulo Rouanet (1997),³ la première réception de Benjamin au Brésil fut rythmée par une double temporalité : celle des traductions et celle des événements politiques, notamment de la période de la dictature (1964-1985) et du rétablissement de la démocratie. Peu d'universitaires maîtrisant suffisamment l'allemand, ce furent d'abord les traductions italiennes, avant même les françaises et les anglaises, qui firent connaître l'École de Francfort et l'œuvre de Walter Benjamin au Brésil dans les années 60. Une exception fut le poète et traducteur Haroldo de Campos (1929-2003) qui élaborait, à partir de Jakobson et de Benjamin, en lisant le texte « Die Aufgabe des Übersetzers »⁴ et en percevant ses enjeux, une théorie de la traduction comme « transcréation » (*transcriação*). Citons également le journaliste et critique littéraire José Guilherme Merquior (1941-1991) qui, dès 1969, étudie la conception de l'allégorie chez Benjamin et l'utilise dans

3 Article intitulé « A recepção da filosofia alemã no Brasil : o caso de Walter Benjamin » (Rouanet 1997).

4 Voir Pressler 2006.

ses analyses de la littérature contemporaine brésilienne (Pressler 2006 : 96 et suivants).

Cette première réception, avant tout liée à la théorie littéraire, est aussi un indice des détours obligés que prit la discussion du marxisme dans le milieu académique brésilien sous la censure de la dictature militaire, censure qui s'accroît avec le « Coup d'État dans le coup d'État » de la promulgation de l'« Acte institutionnel numéro 5 » (décembre 1968), qui décréta l'état d'urgence, supprima les garanties constitutionnelles liées aux Droits de l'Homme et inaugura une recrudescence systématique de la torture et des séquestres, suivis de disparitions ou d'assassinats, des opposants.

En 1967, le professeur de philosophie Leandro Konder (1936-2014), publiait un livre intitulé *Os marxistas e a arte : breve estudo histórico-crítico de algumas tendências da estética marxista*, (*Les marxistes et l'art : brève étude de quelques tendances d'esthétique marxiste*), titre qu'il n'aurait pas pu risquer deux ans plus tard, après l'AI 5 ; il publia également, en 1988, *Walter Benjamin : o marxismo da melancolia* (« Walter Benjamin : le marxisme de la mélancolie »). Entre ces deux titres, nous avons la fin de la dictature (1985) et, également, une recrudescence des traductions de Benjamin, d'articles et de livres à son sujet. Ces titres illustrent une certaine trajectoire de la réception marxiste et politique de Benjamin : il fut d'abord reconnu comme l'un des théoriciens, parmi de nombreux autres, de l'esthétique marxiste ; Benjamin permet, en effet, une appropriation plus nuancée de celle-ci que les œuvres de Lukács (souvent terriblement orthodoxe, voire dogmatique, dans sa

phase décisivement matérialiste) et d'Adorno (connu pour son style difficile et souvent taxé d'élitisme et de pessimisme culturel). Ses réflexions sur la fin de l'aura et sur les possibilités progressistes (même si ces possibilités sont fragiles) du cinéma comme une forme d'art collectif, dans la mouvance du théâtre épique de Brecht, séduisent par leur appel à des pratiques artistiques qui sont aussi l'expression d'une temporalité précise, souvent éphémère, mais liée à la créativité d'un collectif – au lieu de dépendre de la figure isolée de l'auteur ainsi que de règles canoniques qui ne définissent comme pratiques esthétiques que celles qui se coulent dans le modèle classique de l'oeuvre d'art.

Que la mélancolie soit associée, avec le marxisme, au nom de Benjamin est un phénomène qui n'est pas seulement caractéristique de la réception brésilienne mais qui prend des teintes encore plus prononcées au pays de la « *saudade* », cette mélancolie poétique et musicale, ce sentiment intraduisible qui accompagne depuis la nuit des temps le *fado* portugais ou la *samba* brésilienne.⁵ Mélancolie, voire résignation devant ce gigantesque pays qui pourrait être si heureux et s'avère si violent et si cruel.

Avec une nouvelle génération d'universitaires et de critiques (*grosso modo* ceux qui naquirent vers 1950), Benjamin devint un auteur beaucoup plus connu et étudié à partir des années 80. Les traductions, entreprises directement de l'allemand, de qualité souvent disparate, le rendirent accessible à

5 Voir à ce sujet le bel article de Fernando Santoro sur le terme « *saudade* » dans le *Vocabulaire européen des philosophies*, sous la direction de Barbara Cassin, Editions du Seuil, Paris, 2004.

un large public. La trajectoire tragique de Benjamin, son exil et son suicide, sa carrière académique ratée, tout cela séduisit un certain romantisme contestataire – d’autant plus que cette trajectoire fut celle de nombreux exilés et continue de l’être aujourd’hui. Le mouvement étudiant des années 68 et 70, qui redécouvrit Benjamin et salua en lui l’un des premiers penseurs de gauche qui dénonça l’« l’idéologie du progrès », fut aussi important au Brésil. Les étudiants participèrent du grand mouvement démocratique qui salua la fin de la dictature et le retour des exilés politiques. Benjamin fut lu par une gauche critique de l’organisation rigide, voire ankylosée, des partis communistes orthodoxes, critique qui prit encore davantage d’ampleur avec la chute du Mur de Berlin et la fin de l’Union Soviétique.

Notons également que certains thèmes benjaminien trouvèrent très tôt au Brésil un écho considérable, en raison de la spécificité culturelle du pays. Je voudrais souligner trois thèmes principaux sur lesquelles les lecteurs brésiliens de Benjamin se penchèrent dès les années 80 :

D’abord, la réflexion sur le baroque et, conjointement, sur l’allégorie dans une région où un autre baroque (*o barroco mineiro*, le baroque des églises de Minas Gerais) est l’héritage culturel portugais essentiel – en d’autres termes, un pays qui ne connut pas les gloires de la mesure et du symbole classiques comme en Europe, qui importa une forme liée au catholicisme ibérique des colonisateurs et la transforma en une exubérance tropicale, dont la générosité est constamment remise en cause

par la cruauté de l'esclavage et la répression des plus pauvres. Et cela jusqu'à aujourd'hui.

Ensuite, la réflexion sur la narrativité et la narration dans un territoire où convivent plusieurs formes narratives très diverses, les unes fortement enracinées dans la tradition orale et ses innombrables reprises et variations (comme les joutes oratoires des *repentistas*, ces rhapsodes nordestins qui improvisent sur un thème donné) ; les autres, décidément inscrites dans une littérature individualiste, voire existentielle, liée à la solitude des grandes villes modernes (par exemple, Clarice Lispector) ; d'autres enfin, étant comme des reprises par la tradition littéraire et poétique d'un fond archaïque communautaire et rural (João Guimarães Rosa), ou du grand thème, inauguré par la littérature engagée nordestine, de l'exode des sans terre fuyant la sécheresse (Graciliano Ramos, aujourd'hui Itamar Vieira Júnior). Enfin, une littérature actuelle comme provocation, sur fond d'exclusion et de violence, proche du rythme de dénonciation du *rap* des banlieues pauvres.

Finalement, le thème fondamental d'une critique de la modernité, voire de la tentative d'invention d'autres formes de modernité que celle des pays dits « centraux » parce que coloniaux (voir la réflexion, à partir d'Oswald de Andrade, sur le thème de l'« anthropophagie »). Cette critique est aussi une réflexion sur la ville, thème qui traverse toute l'oeuvre de Benjamin, en particulier ses écrits sur Baudelaire ainsi que le *Passagenwerk/Passagenarbeit* ; ce thème gagne en acuité dans la réflexion des sociologues, des architectes et des urbanistes brésiliens qui essaient d'analyser l'explosion démographique des

mégapoles avec, notamment, la ségrégation entre les quartiers pauvres et les forteresses des quartiers riches (un motif que le cinéma brésilien contemporain reprend également).

Le colloque organisé à l'Institut Goethe de São Paulo en septembre 1990 (pour les 50 ans de la mort de Benjamin) par deux professeurs universitaires, Jeanne Marie Gagnebin et Willi Bolle et, pour l'Institut, par Michael de la Fontaine, fut certainement le moment culminant de ces discussions. Il souligna de diverses manières ces trois thèmes du baroque, de la narration et de la modernité, notamment de la grande ville moderne. Intitulé « Sete perguntas a Walter Benjamin » (« Sept questions à Walter Benjamin »), les trois jours de travaux étaient structurés par des tables rondes où les trois participants (un conférencier principal et deux commentateurs) de chaque table devait répondre à une question précise (par exemple : « Est-il besoin de la théologie pour penser l'histoire ? » ou encore « Quelle est la différence entre une œuvre d'art et une marchandise ? »), ce qui eut le mérite de centrer les débats. Le nombre de conférenciers allemands et brésiliens était le même ; la combinaison entre une philologie allemande rigoureuse et une imagination effervescente à la brésilienne produisit un excellent travail, comme devaient le souligner ensuite les propres professeurs allemands invités (Klaus Garber, Bernd Witte et Norbert Bolz). Les débats furent très vifs avec la participation d'un public constant et nombreux.

Du point de vue politique, le contexte était passionnant : chute du Mur de Berlin et premières élections générales au Brésil pour élire le président de la République, ces deux

événements de 1989 donnaient aux discussions des textes de Benjamin une surprenante pertinence. Ajoutons que les discussions démocratiques sur les projets d'urbanisation de la ville de São Paulo battaient leur plein, ce qui prêta à la problématique, évoquée par l'une des questions (« Est-ce la ville qui habite les hommes ou sont-ils eux qui y vivent ? ») une actualité accrue.

Si les années suivantes furent, certes, caractérisées par une considérable expansion des études et des publications sur Walter Benjamin, il faut avouer que la vivacité de ces débats a, hélas, décliné. Travaux de maîtrise et de doctorat à l'université, essais de toutes sortes, les publications au sujet de Benjamin ne se comptent plus ; le Brésil reste de loin le pays d'Amérique Latine où son oeuvre est le plus traduite, connue et étudiée. Plusieurs chercheurs brésiliens participent régulièrement des colloques internationaux à son sujet, notamment des congrès de la *International Walter Benjamin Society*. Il faut cependant admettre qu'en devenant plus académique, la discussion est aussi devenue plus morose. Le paysage politique a, lui aussi, profondément changé.

Les espoirs soulevés par le rétablissement de la démocratie, par les élections générales, notamment par l'élection, en 2002, de Luis Inácio Lula da Silva pour le Parti des Travailleurs (PT) à la présidence de l'État, furent en bonne partie déçus. Les dénonciations de corruption et d'alliances avec des partenaires réactionnaires furent nombreuses. À noter cependant que beaucoup de Brésiliens sont sortis de l'extrême misère grâce à une politique d'assistance (*bolsa família*, « bourse

famille ») mise en place par les gouvernements du PT. Mais la structure de classes, fondamentalement injuste, d'un des pays où l'inégalité est la plus scandaleuse du monde, persista.

II - Aujourd'hui : violence et remémoration.

En décembre 2010, la Cour Interaméricaine de Droits Humains de l'Organisation des États Américains (OEA) prononça, à l'unanimité, la condamnation de l'État brésilien en raison de graves crimes de violations des droits de l'homme, durant la période de la dictature militaire. Cette condamnation était l'aboutissement d'une longue lutte, commencée en 1982, menée par les familles des disparus de la guérilla de l'Araguaia, environ 70 hommes et femmes qui ne revinrent pas après l'affrontement avec les forces militaires (en 1976) et dont les restes mortels ne furent jamais retrouvés. Selon les récits des paysans de cette région isolée du Brésil, ils ne moururent pas au combat, mais furent faits prisonniers, torturés et exécutés. Les membres de leurs familles déposèrent un mandat en justice, réclamant les corps pour pouvoir les enterrer et exigeant le nom des tortionnaires. Tous les gouvernements sans exceptions, militaires comme civils, entrèrent avec des actions de recours contre cette demande, ce qui conduisit les plaignants jusqu'à l'instance suprême de la Cour Interaméricaine. Dans son verdict, celle-ci argumenta que la Loi d'Amnistie⁶ était incompatible avec

6 En août 1979, donc cinq ans avant de passer le pouvoir aux civils, les militaires promulguèrent la « Loi d'Amnistie » qui exclut les « condamnés pour crime de terrorisme, d'agression, de séquestre et d'attentat à une personne », donc qui perpétue l'emprisonnement de divers militants de gauche, par exemple ceux qui firent un assaut

la convention internationale de l'OEA, dont le Brésil faisait – e fait – partie ; que cette loi ne pouvait donc pas être invoquée pour empêcher les recherches sur les disparus de la dictature, non seulement ceux de l'Araguaia, mais tous les autres : sur les 20 000 prisonniers politiques, torturés le plus souvent, parfois jusqu'à la mort, l'on ne sait ce qui est advenu de 354 d'entre eux.⁷ La Cour Interaméricaine déterminait en conséquence l'obligation pour l'État brésilien de faire efficacement des recherches sur ces disparus, sur ce qui leur était arrivé, de localiser leurs restes mortels et de punir les responsables. Elle donnait à l'État brésilien le délai d'un an pour prendre ces mesures.

Suivant en partie les injonctions de la Cour Interaméricaine, la présidente Dilma Rousseff (qui succéda à Lula en 2010 et qui fut elle-même une militante contre la dictature, emprisonnée et torturée) institua solennellement, en novembre 2011, une Commission Nationale de Vérité (CNV), composée de sept membres de la société civile. Cette Commission avait comme finalité d'examiner et d'éclairer les graves violations des droits humains de 1946 à 1988,⁸ en particulier de 1964 à 1985 sous la dictature militaire ; elle n'avait, cependant, aucun pouvoir juridique de condamnation et de

à main armée à une banque, mais qui inclut, donc amnistie, certains opposants exilés qui purent revenir et surtout les militaires ou policiers qui torturèrent, tuèrent et firent disparaître les prisonniers durant le régime militaire, parce que ces exécutions sont classées comme des « crimes connexes » (*crimes conexos*) à des crimes politiques.

7 Chiffre énoncé par Fabio Konder Comparato, dans l'article de Consuelo Dieguez, « Conciliação, de novo » (Dieguez 2012).

8 Période comprise entre la promulgation des deux dernières constitutions démocratiques.

punition. Elle devait éclaircir les faits, convoquer les victimes et les agents de la répression (qui souvent ne vinrent pas) pour obtenir davantage d'informations sur les tortures, les morts, les lieux d'inhumation des cadavres. Ainsi, la commission réussit-elle à éclairer bon nombre de violations jusqu'alors peu prises en considération, comme celles, massives, contre les Indiens d'Amazonie, tués par les militaires quand ils s'opposaient à la construction de routes qui traversaient leurs territoires, ou celles, nombreuses également, contre les homosexuel(le)s et autres minorités sexuelles. Comme les Forces Armées, en général, refusèrent de collaborer avec la Commission, celle-ci ne put, hélas, élucider que peu de cas de disparition. Secondée par de nombreuses « commissions de vérité » locales qui s'organisèrent spontanément, la CNV remit son rapport en trois volumes à la présidente Dilma Rousseff en décembre 2014. À l'unanimité, les membres de la CNV affirmèrent que la politique de persécution, torture, mort et disparition des opposants de la dictature ne fut pas une pratique isolée, due au sadisme de certains policiers et militaires, mais bien le « résultat d'une action généralisée et systématique de l'État, qui configure des crimes contre l'humanité ».⁹ En conséquence, et parce que l'État dictatorial était militaire, la CNV réclamait la reconnaissance de leur responsabilité par les Forces Armées et la punition des tortionnaires. Ces deux recommandations restèrent lettre morte, soulevant l'indignation bruyante des militaires offensés – et,

⁹ Je cite l'article publié par les membres de la CNV, présidée par Pedro Dallari, dans le quotidien *Folha de São Paulo* (Dallari *et al.* 2014).

hélas, un intérêt fort médiocre, voire nul de la grande majorité de la population.

Dans ce pays immense, peu enclin à réfléchir sur son passé commun, et où 40 % de la population naquit après la fin de la dictature, le rapport de la CNV fit la première page des journaux et fut une nouvelle importante à la télévision pendant quelques jours, nouvelle rapidement remplacée par les préparatifs de Noël, puis du Carnaval, en pleine période de vacances, de chaleur et de sécheresse.

Par la suite, l'instauration de l'opération « *Lava Jato* » sous les ordres du juge Sérgio Moro, habilement stylisé comme la conscience morale de la Nation (!), les scandales successifs et les dénonciations de corruption liés à la Petrobras (la grande compagnie d'État du pétrole), corruption qui engloba plusieurs membres importants du PT, éclipsèrent les résultats obtenus par la CNV. D'autant plus que la présidente Dilma Rousseff, réélue à une faible majorité pour un second mandat, était l'objet de nombreuses attaques et ne pouvait se risquer à susciter un débat mémoriel qui soulèverait l'opposition forcenée de nombreux partis, de nombreuses entreprises – et des militaires. Avec l'emprisonnement de Lula et l'impeachment de la présidente (2016), les travaux de la Commission de Vérité furent prestement et efficacement renvoyés à l'oubli que, courageusement, la Commission avait osé dénoncer.

Il n'est pas facile de mieux comprendre les causes de cette absence d'intérêt, de cette tendance collective à l'amnésie de la part de la population en général, et cela non seulement pour l'auteure de ce texte, née en Suisse, pays où le poids de la

mémoire et de tradition est souvent paralysant ; mais aussi pour les chercheurs brésiliens eux-mêmes. La scandaleuse disparité économique l'explique en partie car, pour beaucoup de citoyens pauvres, voire misérables, que le gouvernement soit une dictature militaire ou un régime formellement démocratique ne change rien à leurs conditions de vie et de survie. Même si le taux d'analphabètes a baissé, la scolarité est précaire, les enseignants ont des salaires de misère et les élèves des conditions de vie précaires, voire dangereuses, notamment dans la « périphérie », soumise aux gangs de trafic de drogues, à l'arbitraire policier mortifère et aux « milices ». Les « élites » gouvernementales se succèdent, avec quelques disputes de partage du pouvoir, certes, mais continuent dans la droite ligne de la violence coloniale : exploiter les richesses du pays en explorant toutes les possibilités d'oppression de la main d'œuvre nécessaire à cet enrichissement.

Ce n'est pas un hasard si le mot « *exploração* » en brésilien désigne aussi bien la volonté de connaître un territoire (*Forschung, exploration*) que son exploitation (*Ausbeutung*) destructrice. Cette violence coloniale effrénée contre les Indigènes, puis contre les esclaves africains amenés de force et souvent déjà à demi-morts à leur arrivée, cette politique d'anéantissement systématique au profit d'une classe dirigeante réduite, jalouse de ses privilèges, vorace et indifférente,¹⁰ n'a jamais cessé. Si l'esclavage, qui dura presque quatre siècles, fut

10 Selon les dernières estimations de 2020, 1 % de la population détiendrait la moitié (49,6 %) des revenus du pays juste derrière les chiffres de la Russie. Ces données sont du Rapport de la Banque Crédit Suisse qui n'est pas une ONG gauchiste. Voir *Folha de São Paulo*, 25/07/2021, page A17.

juridiquement et tardivement aboli en 1888 (!), avant tout pour des raisons commerciales (dispute avec l'Angleterre), les luttes des Noirs et des misérables furent toujours noyées dans le sang par l'armée, impériale ou républicaine, comme l'atteste le massacre de Canudos, transformé en classique de la littérature brésilienne, (*Os Sertões* de Euclides da Cunha, 1902). Et le racisme est tellement omniprésent dans la société brésilienne que son expression la plus parfaite est la tendance à le nier, sous le couvert d'une convivence harmonieuse et « naturelle », l'idéologie de la *miscigenação*, du mélange racial, certes effectif mais avant tout fruit de la violence des maîtres blancs sur leurs esclaves noirs.

Ce fondement de la société brésilienne sur la violence – la violence de la colonisation (du pouvoir blanc et masculin) et du capitalisme – est, en effet, masqué sous une image de cordialité, de gentillesse et de confiance dans le futur du pays, image à laquelle, sous couvert de patriotisme, la plupart des Brésiliens, même les plus critiques, tiennent fortement. Ainsi se perpétue la négation de cette genèse violente de la Nation et une sorte d'interdiction de la critique, rapidement assimilée au péché mortel du pessimisme ou du ressentiment. Le Brésil, *país do futuro*/pays du futur (selon le fameux titre de Stefan Zweig), s'empresse de refouler son passé, encouragé par une politique officielle non seulement d'oubli et de silence, mais que l'on pourrait même qualifier de « des-mémoire » active : ne se souvenir ni du génocide des Indigènes, ni de la cruauté de l'esclavage, ni des répressions sanglantes ni des tortures et des

assassinats de la dictature – ni des tortures actuelles dans les postes de police et des assassinats des jeunes Noirs des favelas.

Ou alors, pour le des-gouvernement actuel, dans une espèce de retour triomphant du refoulé, il s'agirait au contraire de célébrer ces violences politiques, sexistes et raciales comme fondements de la Nation et de revendiquer l'élimination des Noirs, des Indigènes, des intellectuels, des pauvres, des homosexuel(le)s et autres pervers, des communistes et des... anti-fascistes !

L'on ne peut s'empêcher de penser que tant que les tortionnaires et hauts responsables de la dictature ne seront ni dénoncés, ni jugés ni punis, et cela dans des procès publics, accompagnés massivement par la population, tant que ces crimes resteront impunis, ils n'attireront pas l'attention. Pire, ils continuent d'être perpétrés dans les postes de police et les rues des quartiers pauvres, contre une population dont l'élimination ne semble poser aucun problème sérieux. Cette violence quotidienne continue et persiste malgré le régime formellement démocratique. « Au Brésil », dit le psychologue Paulo Endo (*apud* Dieguez 2012),¹¹

dès la Découverte, existe toujours un groupe qu'il est permis de soumettre à l'intrusion de leurs corps. D'abord les Indiens, puis les esclaves, les militants de gauche, les pauvres et les Noirs, les homosexuels...

Conclusion : la dictature brésilienne, si souvent célébrée comme une dictature douce (voir le jeu de mot infâme en

11 Cité par Consuelo Dieguez, dans son article déjà cité de la revue *Piauí*.

portugais entre *ditadura* et *ditabranda*), parce qu'elle n'a pas assassiné un aussi grand nombre de victimes que ses illustres voisins, est une dictature qui non seulement fait l'objet d'une violente obligation d'oubli, d'une dénégation travestie en réconciliation, mais elle est aussi une dictature qui se perpétue, dure, *contamine* le présent. Et qui aujourd'hui, sous Bolsonaro, revient de manière explicite ; elle est revendiquée comme modèle par ce président qui a fait du colonel Ustra, l'un des principaux tortionnaires de la dictature, un héros paradigmatique. Jamais les enjeux *politiques* de la mémoire et de l'oubli, de l'effort pour se souvenir et de la lutte pour empêcher une *remémoration* active n'avaient été si clairs.

Pour en revenir à Walter Benjamin : nous assistons ainsi aujourd'hui au Brésil à une lecture politique de ce penseur énigmatique, subtil et souvent perçu avant tout comme un penseur de la mélancolie et de la perte, dans la droite ligne du Romantisme allemand d'Iéna. Son dernier texte, les thèses posthumes « Sur le concept d'histoire » sont, en effet, une réflexion fulgurante sur la pratique historiographique comme geste politique de remémoration (*Eingedenken*) du passé, en particulier des morts et des vaincus du passé et, du même coup, comme geste de transformation du présent. La question des morts et du sort que leur réserve l'historiographie dominante est absolument cruciale, elle est l'enjeu d'un combat au présent que la thèse VI précise :

À chaque époque, il faut chercher à arracher de nouveau la tradition au conformisme qui est sur le point de la subjuguier. Car le messie ne vient pas seulement comme rédempteur ; il vient comme vainqueur de l'antéchrist.

Le don d'attiser dans le passé l'étincelle de l'espérance n'appartient qu'à l'historiographe intimement persuadé que, si l'ennemi triomphe, même les morts ne seront pas en sûreté. Et cet ennemi n'a pas fini de triompher (Benjamin 2000 : 431).¹²

Dans la version française que Benjamin a lui-même donnée de ce texte, il écrit qu'« un ennemi victorieux ne va pas même s'arrêter devant les morts », cet ennemi qui « n'a pas encore fini de triompher » (Benjamin 1974 : 1262),¹³ évocation précise de cet acharnement des tyrans, de Créon à Bolsonaro en passant par la Shoah, non seulement contre les vivants à massacrer, mais aussi contre leurs proches déjà morts : ancêtres, frères, amis, souvent anonymes mais dont les tombes rappellent l'existence. Contre la profanation des cimetières et l'incinération collective des cadavres, contre la destruction des archives et l'incendie des bibliothèques, Benjamin élabore une réflexion sur les *traces* et sur les restes comme les indices d'un autre récit, d'une autre histoire qui aurait pu être possible, mais qui fut recouverte par une narration lisse, sans heurts, imposante comme le fameux « cortège triomphal » des vainqueurs que décrit la thèse VII.

Proust et Freud sont des sources essentielles pour cette réflexion sur la mémoire qui hante tout le XXème Siècle et se transforme, notamment après la Shoah, en une réflexion sur ce

12 Je cite la traduction de Pierre Rusch dans l'édition en trois volumes de poche, Folio Essais, *Œuvres*, Gallimard 2000, organisation et édition de Rainer Rochlitz et Pierre Rusch, à partir de la première traduction de Maurice de Gandillac, Volume III, p. 431.

13 Walter Benjamin, version française des thèses.

qui ne peut être oublié¹⁴ malgré toutes les tentatives d'« effacement des lieux » (Altounian 2019). C'est dire que ces traces et ces restes ne sont pas simplement les vestiges d'un passé enfoui, comme dans toutes les métaphores archéologiques de Benjamin et de Freud, mais signifient aussi les débris d'une résistance, voire d'une lutte, très souvent aussi d'un massacre que la narration officielle voudrait passer sous silence. Comme lorsque les travaux d'aménagement, dans la région du port de Rio de Janeiro, prévus pour l'exploitation touristique qui devait accompagner les Jeux Olympiques de 2016, mettent à jour, à l'emplacement du Quai du Valongo, de nombreux squelettes disloqués, des ossements épars qui sont ceux des esclaves noirs – sans nom et sans identité – arrivés d'Afrique durant plusieurs siècles, déjà moribonds ou morts dans la soute des navires négriers et jetés là, dans une gigantesque fosse commune.

C'est pourquoi le concept de « remémoration » me semble précieux pour essayer de penser ensemble politique mémorielle, persistance de la violence et lutte collective contre l'oubli des « sans noms ». ¹⁵ Même si le vocabulaire sur la mémoire et l'activité du souvenir n'est pas toujours très rigoureux dans ses écrits, le concept d'*Eingedenken* (« remémoration ») a un poids spécifique. En opposition au concept d'*Erinnerung*, que Benjamin utilise aussi mais qui, philosophiquement, est marqué par une problématique de la mémoire subjective ou alors d'une

14 Au sens précis de ce que l'on oublie et que l'on ne devrait pas avoir le droit d'oublier : *was nicht vergessen werden darf*.

15 Selon l'expression de Benjamin lui-même : « *Schwerer ist es, das Gedächtnis der Namenlosen zu ehren, als das der Berühmten (...)* Dem Gedächtnis der Namenlosen ist die historische Konstruktion geweiht. » (Benjamin 1974 : 1241).

réconciliation spéculative hégélienne, le concept d'*Eingedenken* souligne le caractère collectif, religieux *et* politique de l'activité du souvenir. C'est d'ailleurs ainsi que Luther traduit le fameux verset de *Deutéronomes* 5 :15 qui enjoint Israël à n'oublier ni la servitude ni la libération : « Tu te souviendras (*Du sollst gedenken*) que tu as été en servitude au pays d'Égypte et que Yahvé ton dieu t'en a fait sortir d'une main forte et d'un bras étendu. »¹⁶

Je voudrais proposer ici une différence importante, voire même une opposition entre la « remémoration » et la « commémoration », terme par lequel le concept d'*Eingedenken* est parfois traduit, me semble-t-il à tort.¹⁷ La commémoration désigne davantage les cérémonies publiques, avec discours et parfois fanfares, propres à l'établissement d'une version officielle du passé qui peut, d'ailleurs, être un passé douloureux, comme lorsqu'il fut décidé, en France, de commémorer la « rafle du Vel. d'Hiv ». ¹⁸ Il s'agit donc d'une mémoire établie et sanctionnée officiellement. La remémoration (*Eingedenken*), en revanche, désignerait un travail incessant de mémoire et de lutte contre l'oubli, travail individuel et singulier (Benjamin parle même du *ungewolltes Eingedenken* pour traduire la « mémoire involontaire » de Proust), mais qui, le plus souvent, désigne une pratique collective qui se renouvelle et s'approfondit dans la

16 Traduction de *La Bible de Jérusalem*.

17 Notamment dans la traduction française des thèses, citée à la note 13 de cet article, dans l'Appendice B (Benjamin 1974).

18 La plus grande arrestation de Juifs sous le gouvernement de Vichy, environ 13 milles, dont un tiers d'enfants, regroupés au Vélodrome d'Hiver, à Paris, les 16 et 17 juillet 1942, puis envoyés à Auschwitz.

souvenance du passé – pratique de méditation et d’élaboration dont la prière communautaire est certainement l’une des premières formes – travail de souvenir qui s’inscrit dans un effort de résistance politique au *statu quo*.

Ainsi doit-on affirmer que la tâche de la *remémoration* n’est pas seulement de se souvenir, avec piété et respect, des morts – mais de se souvenir d’eux pour les protéger d’une nouvelle mort au présent, à savoir l’anéantissement de leur mémoire et, également, l’anéantissement de leurs descendants, directs ou indirects, ce dont le génocide actuel des Indigènes d’Amazonie est la démonstration obscène. Ainsi, quand Benjamin écrit qu’« il existe un rendez-vous tacite [*eine geheime Verabredung*] entre les générations passées et la nôtre » (Benjamin 1974 : 428), je ne pense pas qu’il veuille dire que le passé nous assure d’une promesse d’espoir au présent (comme cela semble parfois être l’hypothèse de la philosophie de Bloch), mais bien plutôt que si nous ne luttons pas au présent, nous abdiquons des revendications (déçues) qui étaient celles des morts et, du même coup, nous, les vivants, renonçons à créer des tactiques de résistance et de transformation.

C’est pourquoi une remémoration active est à la fois une activité mémorielle et un combat politique aux sens le plus essentiel du terme « politique », celui de l’invention de formes de vie en commun. Dans ce contexte, les réflexions de Walter Benjamin sur la violence (« Zur Kritik der Gewalt ») prennent une actualité terrifiante. Ce texte de jeunesse, qui vient d’être

nouvellement traduit,¹⁹ fut lu et discuté dans le sillage de la réception, au Brésil, de la philosophie de Giorgio Agamben sur la figure de l'*Homo Sacer*. Cette nouvelle variante de la réception de Benjamin fut donc d'abord liée à une discussion plus générale du « biopolitique », à partir des analyses de Foucault et ensuite d'Agamben.

Plus récemment cependant, le thème de l'État d'Exception, thème récurrent chez Benjamin dès son essai de jeunesse sur la violence et jusqu'aux thèses « Sur le concept d'histoire », a acquis une telle importance dans nos démocraties moribondes, livrées à la violence et à l'arbitraire de gouvernements autoritaires élus par les citoyens eux-mêmes, que toute une pensée juridique de gauche reprend l'interrogation de Benjamin sur la prétention du Droit et de l'État de Droit à incarner la justice – ou du moins la volonté de justice.²⁰ Ainsi quand Benjamin affirme que le Droit est la figure moderne du mythe, à savoir d'un ordre lié à la faute et à la punition, ordre destinal dont on ne peut échapper – clef de lecture essentielle de l'œuvre de Kafka –, il affirme du même coup que le Droit n'a pas pour but de punir le coupable d'une faute qu'il aurait commise, mais d'instaurer la punition et la faute pour pouvoir exercer sa violence (*Gewalt*) et asseoir le pouvoir (*Gewalt*) de l'État. Séparation radicale entre Droit (*Recht*) et justice (*Gerechtigkeit*) qui repose sur l'hypothèse que le Droit (*Recht*) est toujours

19 Dans le volume intitulé *Escritos sobre mito e linguagem*, paru en 2011 aux Editions 34, São Paulo, sous ma direction (Benjamin 2011).

20 Je renvoie à la belle publication de la Revue "Direito e Práxis" de 2020 sur Walter Benjamin. Je remercie également Rafael Vieira pour me l'avoir indiquée. Site : <https://www.e-publicacoes.uerj.br/index.php/revistaceaju/issue/view/2281>

l'instrument du privilège (*Vorrecht*), les lois interdisant, comme le dit Benjamin citant Anatole France, « également aux pauvres et aux riches de coucher sous les ponts » – et permettant donc au pouvoir de punir, d'enfermer et de tuer les pauvres. Antonia Birnbaum commente :

La critique marxiste fustige l'abstraction d'un droit supposément égal pour tous, riches et pauvres. Plus radicalement, la critique de Benjamin montre que le droit moderne transforme incessamment la pauvreté en faute. En plus d'être pauvre, le pauvre est coupable de sa pauvreté (Birnbaum *in* Benjamin 2012 : 29).²¹

Au Brésil, nous pourrions ajouter sans sourciller : en plus d'être Noir, le Noir est coupable d'être pauvre, jeune, au chômage, *donc* probablement trafiquant ou bandit. Ainsi la police peut-elle le supprimer sans grands risques. De la police, Benjamin dit clairement qu'elle est une institution « ignoble », parce qu'elle réunit en elle la « double violence » du Droit, celle qui fonde un ordre politique et celle qui le conserve (Benjamin 2000 : 223). L'amalgame de ces deux violences, celle qui fonde et celle qui maintient – alors que la police devrait aider à préserver leur distinction – dévoile cruellement l'origine violente du Droit et du pouvoir dit légal.

Cette dénonciation de la violence à l'origine même du Droit est opposée, dans le texte de Benjamin, à une conception de justice d'ordre divin, justice destructrice et incendiaire dont la Grève générale prolétarienne (notion empruntée à Georges

21 Antonia Birnbaum, *Préface* à une nouvelle édition française de textes de Benjamin qui gravitent autour des thèmes du destin, du mythe et de la violence (Birnbaum *in* Benjamin 2012 : 29).

Sorel) est un reflet. L'orientation théologique et anarchiste de ce texte (écrit en 1919, rappelons-le, après l'écrasement de la révolution spartakiste) a rendu sa lecture difficile. La critique de l'État de Droit comme figure instituée qui s'appuie sur les fonctions conjointes de fondation et de conservation de la violence, a provoqué la mécompréhension, voire la condamnation de cet essai par de nombreux auteurs, entre autres Derrida (1994).

Cependant, dans un pays où, selon toutes les statistiques, 77% des assassinats des jeunes-gens dans les quartiers pauvres sont noirs ou métis, où l'on estime le nombre de jeunes assassinés à huit par jour en moyenne, ce qui signifie trois mille par an, l'opposition fondamentale que Benjamin établit entre Droit et justice, entre un ordre mythique et culpabilisant, celui du Droit – un ordre qui autorise et encourage la répression – et une autre ordonnance de la vie en commun, juste et heureuse, ne peut qu'interpeller le lecteur. Et l'encourager à l'inventer.

Recebido em 28/06/2021

Publicado em 22/09/2021

Referências

ALTOUNIAN, J. *L'effacement des lieux*. PUF, 2019.

BENJAMIN, W. « Critique de la violence ». In : *Œuvres I*. Trad. R. Rochlitz. Ed. Gallimard, Folio, 2000.

- *Critique de la violence*. Trad. N. Casanova. Editions Payot, 2012.
- *Escritos sobre mito e linguagem*. Org. J. M. Gagnebin. Trad. S. K. Lages ; E. Chaves. São Paulo : Duas cidades ; Editora 34, 2011.
- *Gesammelte Schriften, vol. I-3*. Frankfurt/Main : Suhrkamp, 1974.
- *Œuvres*. Organisation et édition R. Rochlitz et P. Rusch, à partir de la première traduction de M. de Gandillac, Volume III. Gallimard, 2000.

DALLARI, P. *et al.* « Verdade, memória e reconciliação ». *Folha de São Paulo*, Dezembro, 2014.

DERRIDA, J. *Force de loi*. Ed. Galilée, 1994.

DIEGUEZ, C. « Conciliação, de novo ». *Piauí* (64), 2012.

PRESSLER, G. K. *Benjamin, Brasil*. São Paulo : Ed. Annablume, 2006.

ROUANET, S. « A recepção da filosofia alemã no Brasil : o caso de Walter Benjamin ». *Tempo brasileiro* (130/131), p. 161-182, 1997.